



Fernand Fehlen : «De mon temps, quand on disait "Moien" à un professeur, il le prenait comme une insulte.»

# «La politique crée des clivages»

Le *Quotidien* a rencontré le sociologue Fernand Fehlen pour un petit exorcisme postréférendum.

**Le référendum portait sur trois questions. Mais des trois non récoltés, celui contre le droit de vote des étrangers a fait le plus jaser.**

*Entretien avec notre journaliste Frédéric Braun*

## Comment avez-vous vécu l'issue du référendum?

Fernand Fehlen : Je n'aurais jamais imaginé un score aussi élevé, même si je ne m'attendais pas à un oui.

## De quoi ce non est-il le nom?

Il se nourrit en partie d'une campagne irréfléchie du oui, caractérisée par une approche naïve et non politique. On ne peut pas faire de la politique avec de la bien-pensance, à travers la négation des contradictions sociales telles qu'elles existent au Luxembourg, et une totale méconnaissance de ce qu'est notre société. La société globalisée n'a rien à voir avec la société nationale. Or la revendication du droit de vote pour les résidents étrangers était purement dans la logique du conteneur national. C'est une vision, quelque part, nombriliste et les partisans du oui ont fait du déficit démocratique leur argument principal. On a forgé une opposition entre nationaux et non-nationaux, sans qu'elle existe. Il y a d'autres clivages, par rapport aux frontaliers, par exemple, qui ont eux une relation différente au marché de l'emploi et à la société. Il y a les expatriés qui vivent dans leur bulle, le ghetto des eurocrates, etc. Il y a un grand nombre de clivages qui ne se retrouvent pas dans cette opposition "nous Luxembourgeois, eux étrangers". Et c'est pour ne pas avoir vu cela qu'en partie le oui a échoué. Les partisans du non, en revanche, l'ont bien vu et se disaient : qu'il y ait des personnes qui ne puissent pas voter, ce n'est pas un problème, puisque de toute façon cela ne les intéresse pas.

## D'où vient cette myopie?

Le droit de vote des étrangers est une problématique du champ politique des années 70, lorsqu'on ne pouvait pas s'imaginer que quelqu'un puisse apprendre le luxembourgeois, qui n'était pas considéré comme une vraie langue, surtout mesurée à l'aune du français. À l'époque, le gouvernement Thorn a introduit ce concept pour inclure la modernité dans la société luxembourgeoise. Or depuis, les étrangers apprennent le luxembourgeois, sans lesquels d'ailleurs il ne serait pas aussi vivant. Et ce sont ces nouveaux venus intégrés qui sont confrontés à présent à un discours typique de l'élite intellectuelle luxembourgeoise, qui leur dit que le luxembourgeois, ce n'est pas important. Alors qu'eux, ils l'ont appris.

## Comment expliquer cela?

C'est une argumentation qu'on retrouve chez beaucoup de Luxembourgeois instruits de ma génération, ainsi que chez leurs amis francophones, comme dans le livre de Claude Frisoni (*Lettre d'amour au peuple qui ne connaissait pas le verbe aimer*). Ce sont des gens qui vivent encore dans ce monde où l'intellectuel luxembourgeois était francophile. Or ce n'est plus le cas. Les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas fran-

cophiles, mais ils ne se replient pas pour autant sur le luxembourgeois. Ils sont ouverts sur le monde international anglophone. Et l'anglais, c'est la langue commune future de l'Europe. Il faut le savoir. Et c'est dans cet effort d'intégration dans un monde économique moderne qu'ils valorisent l'anglais. C'est un rejet du français, mais nullement un repli identitaire luxembourgeois.

## En effet, un sondage de TNS-Ilres indique que de plus en plus de lycéens partent faire leurs études en Allemagne...

C'est précisément ce que je disais. Les jeunes gens d'aujourd'hui ne partagent plus l'engouement de leurs parents intellectuels luxembourgeois pour le français. Les élites luxembourgeoises, jusqu'à ma génération, étaient francophones. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas et le français, au Luxembourg, est en perte de vitesse. L'université est le meilleur exemple, où quand un français et un allemand se rencontrent ils se parlent en anglais. Le multilinguisme qui a depuis toujours été l'atout du Luxembourg est aujourd'hui un autre multilinguisme. Les Luxembourgeois ne passent donc plus leurs études en France, à moins que ce soit pour y effectuer des études de droit, car il ne faut pas oublier que la langue de nos lois et de la haute fonction publique reste le français.

## Est-ce à dire que nous retournons à une situation comme celle d'avant la Grande Guerre?

Pour comprendre le Luxembourg, il faut être conscient de l'histoire de ses langues. Il faut remonter à 1839, lorsque le pays a été partagé et qu'il ne restait plus que les germanophones qui parlaient des dialectes allemands entre eux, mais qui ne voulaient pas être considérés comme des Allemands. Alors le français, langue des élites depuis le Moyen Âge, est devenu le symbole de l'indépendance du Luxembourg et c'est ce qui explique le rôle qu'il a pu jouer juste après la Seconde Guerre mondiale. Mais du moment où il n'y a plus de pression annexionniste allemande, qu'il y a l'amitié franco-allemande, les Luxembourgeois n'ont plus aucune raison de continuer cette querelle qui n'existe plus. Ma génération a encore baigné à la fois dans la francophilie de nos professeurs et dans la germanophobie de nos parents, pour lesquels la dernière guerre était encore si proche. Mais la génération d'après a été socialisée dans un autre climat, celui de Cattenom et d'une France qui n'a pas de respect pour ses voisins ou les régions. Il y a des gens qui s'offusquent parce qu'on ne leur dit pas "Moien" dans un magasin. Mais de mon temps, à l'Athénée de Luxembourg, quand on disait "Moien" à un professeur, il le prenait comme une insulte. C'est ce qu'on disait dans les champs. C'était la langue des rustres... Ce petit mot symbolise d'ailleurs la transformation linguistique aujourd'hui observable, car il n'est plus le symbole de la ruralité, mais de la nationalité. À l'université, les nouveaux venus, même si c'est le seul mot qu'ils connaissent, disent "Moien" pour montrer qu'ils sont conscients d'être au Luxembourg.



Photos : alain rischard

«Nous sommes tributaires des agences de notation et se focaliser sur une souveraineté qui n'a pas vraiment de pouvoir, c'est totalement anachronique et nombriliste», assène le sociologue.

**Justement, que pensez-vous des sursauts identitaires nés autour du référendum?**

Le référendum, qui posait des questions simples, favorisait les extrêmes dans les deux camps. Mais je pense que le rejet du français, des étrangers, des immigrés est quelque chose de très marginal. Lorsque ces gens se trouvent confrontés à un non-luxembourghophone, ils vont tout de même réussir à acheter leurs croissants. Donc, cela n'a rien à voir avec la réalité linguistique et sociale au Luxembourg. Nous n'avons pas de parti extrémiste et ceux créés n'ont aucune chance, parce que les Luxembourgeois sont très réalistes. Ils savent que leur économie ne peut pas tourner rond sans les non-Luxembourgeois. Et pour avoir un certain racisme, il faudrait déjà une minorité visible. Or je peux vous démontrer que plus de la moitié des Luxembourgeois sont des immigrés des première, deuxième et troisième générations. Dans un tel pays, une définition ethnique de la nation par filiation et droit du sang n'a tout simplement aucun sens. Tous les Luxembourgeois le savent. La définition des Luxembourgeois, c'est : tous les gens qui se sentent concernés par ce petit bout de terrain que nous a donné en cadeau l'histoire.

**Que s'est-il donc réellement passé le 7 juin?**

Cette communauté d'étrangers qu'on ne voit pas et qui serait pénalisée parce qu'elle ne peut pas parti-

ciper aux élections est une idée assez saugrenue, car sa participation n'aurait que très peu d'incidence sur ce que se passe réellement dans le pays. Nous sommes tributaires des agences de notation et se focaliser sur une souveraineté qui n'a pas vraiment de pouvoir, c'est totalement anachronique et nombriliste. Cela

**Que pensez-vous de ce sentiment de vacuité chez certains?**

Nous avons tendance à oublier que le Luxembourg est un pays très petit. Or que faire de cette petitesse? Doit-on s'y référer ou la refouler? C'est un des problèmes majeurs du

nous sommes un pays, nous vivrons dans des circonstances normales. À regarder l'Europe, le Luxembourg apparaît comme quelque chose de très banal, comparable à Francfort, l'Île-de-France, Bruxelles ou Londres. Peu de gens y vivent, tandis que beaucoup font de longs déplacements pour venir y travailler.

**c'était de dynamiser le pays...**

En effet, c'était en lien avec le désespoir qu'inspirent l'immobilisme luxembourgeois et l'élan réformateur dont serait accompagné le droit de vote des étrangers. Il s'agit bien sûr d'une illusion parce que ces "étrangers" qui pourraient voter sont si bien intégrés dans le tissu social que cela ne changerait rien. C'était le double lien de cette campagne. D'un côté, on nous disait "n'ayez pas peur, ils ne seront que 30 000 à pouvoir voter" et, de l'autre, on nous parlait d'élan.

**Certains ont interprété le non comme le signe d'un manque de politisation de l'électorat...**

Le reproche que l'électorat ne serait pas politiquement éduqué repose sur une vision idéaliste de la politique qui nie qu'un système démocratique sert à trouver des compromis en cas de conflit d'intérêts. Les intérêts de la société ne coïncident pas avec le clivage luxembourgeois-étrangers. Dans ce cens, il s'agit d'un clivage artificiel. Pour fonctionner, la politique crée des clivages - comme celui entre laïcs et religieux - qui n'a d'ailleurs pas non plus très bien fonctionné au Luxembourg. Le Luxembourg est un melting-pot où l'intégration des étrangers a fonctionné. Le vrai clivage au Luxembourg, c'est celui entre les gens enracinés, qui vivent au Luxembourg depuis un certain temps, et les nouveaux venus. Mais à condition de rester, ils finiront par faire partie de la famille.

**« Nous avons tendance à oublier que le Luxembourg est un pays très petit »**



n'a rien à voir avec les problèmes réels : comment vivre avec le monnayage de notre souveraineté? Que faire en cas de bulle spéculative? Etc. Voilà qui a provoqué ce rejet, parce que des gens sont venus avec leurs intérêts partisans, prendre en otage tout le débat public autour d'une question qui dans un monde globalisé, avec ses problèmes de précarisation sociale, de déchirement entre pays riches et pauvres, de réchauffement climatique, est dérisoire. Tout en sachant que j'ai voté oui, mais cela n'a que peu d'importance (rire).

discours luxembourgeois. Tout à l'heure, je parlais de nombrilisme, mais il y a aussi la mégalomanie : dire que nous avons, au Luxembourg, un problème qui n'existe nulle part ailleurs au monde... C'est une affirmation qui vient de ce que nous nous comparons à de soi-disant "vrais" pays, au lieu d'être un petit pays avec des problèmes spécifiques.

**Qu'est-ce que le Luxembourg aujourd'hui?**

Du moment où nous oublions que

C'est ce que nous appelons des frontaliers. Sauf que chez nous, il y a une frontière nationale. La question, c'est comment assumer ce fait à l'ère non seulement de la globalisation, mais aussi de la fédéralisation de l'Europe. La campagne référendaire a fait comme si l'Europe n'existait pas. Alors qu'elle aurait pu être précurseur et poser par exemple la question de la valeur juridique du citoyen européen par rapport aux extracommunautaires.

**L'idée derrière le vote étranger,**

# Repères

**Formation.** Né le 9 mai 1950, Fernand Fehlen est un sociologue luxembourgeois spécialisé dans la sociologie du langage. C'est après des études en ingénierie mécanique qu'il s'oriente vers des études en sciences sociales à l'université de Münster (1976-1981).

**L'enseignant.** D'abord professeur de lycée (1984-1992), il officie ensuite (à partir de 1991) dans l'enseignement supérieur où il dispense les cours suivants : « introduction à la sociologie », « méthodes quantitatives en sciences sociales », « sociologie de la société luxembourgeoise ». Depuis 2003, Fernand Fehlen est enseignant-chercheur à l'université du Luxembourg.

**Autres fonctions.** De 1984 à 1994, Fernand Fehlen est membre de la rédaction du mensuel *forum*, auquel il collabore de manière régulière, à travers différents articles et analyses. De 1990 à 2003, il est chercheur au centre de recherche public Gabriel-Lippmann, Luxembourg. De 2000 à 2007, il dirige le Stade (unité de recherche interdisciplinaire sur le Luxembourg), dont il est l'un des cofondateurs.

**Collaboration.** Avec Isabelle Piroth, Carole Schmit et Michel Legrand, Fernand Fehlen est l'auteur en 1998 du *Sondage « Baleine » : une étude sociologique sur les trajectoires migratoires, les langues et la vie associative au Luxembourg*. 141 p. RED HS n° 1, Sesopi - centre intercommunautaire. Imprimerie Saint-Paul, Luxembourg.

**Étude.** En 2009, Fernand Fehlen signe *BaleineBis : Une enquête sur un marché linguistique multilingue en profonde mutation - Luxemburgs Sprachenmarkt im Wandel*. RED n° 12, Sesopi - centre intercommunautaire, Luxembourg.